

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Il nous faut sortir le processus de décolonisation de l'ornière**

TRIBUNE

Il nous faut sortir le processus de décolonisation de l'ornière

jeudi 30 novembre 2023, par [Demba Karyom Kamadji](#), [DIOP Boubacar Boris](#), [GARESIO Patrice](#), [KINDA Eric](#), [MAHADJIR Younous](#), [NDIAYE Issa](#), [SAHAM Jacques Ngarassal](#), [SYLLA Ndongo Samba](#) (Date de rédaction antérieure : 21 novembre 2023).

Alors que se tient un bref débat à l'Assemblée nationale puis au Sénat, sur la politique africaine de la France, un collectif appelle à « s'attaquer à l'armature institutionnelle et culturelle du colonialisme français » et à cesser de focaliser l'attention sur des réformes minimalistes. « Il nous faut sortir du processus de décolonisation de l'ornière dans laquelle il a été poussé au moment des indépendances africaines. Paris doit annoncer un agenda de retrait militaire complet et de sortie française inconditionnelle du franc CFA. »

Sommaire

- [La Françafrique, enterrée \(...\)](#)
- [Reprendre la décolonisation](#)

Un bref débat sans vote, en fin d'après-midi à l'Assemblée nationale puis au Sénat : voilà ce que la République française propose de mieux, en matière de débat démocratique, sur sa politique africaine - au moment même où celle-ci connaît une contestation populaire sans précédent depuis la période des indépendances en Afrique et où l'armée française tente vaillamment de retirer son matériel et ses soldats du Niger.

Dans une [tribune publiée en janvier 2020 à l'occasion du Sommet de Pau](#), emblématique de l'incapacité des autorités françaises à penser leur rôle autrement qu'avec l'orgueil qu'implique une posture coloniale, nous prévenions : la présence militaire française au Sahel, prétendant apporter une « vaine solution militaire à des problèmes politiques et sociaux » ne pouvait que nourrir ce qui commençait à être qualifié de « sentiment « anti-français » » dans les rédactions parisiennes et couloirs du Quai d'Orsay. Un an plus tard, l'aviation française bombardait les abords du village malien de Bounti, tuant une vingtaine de civils qu'elle prétend toujours être des « terroristes », en dépit des conclusions inverses de l'ONU. Deux mois après, les intérêts français étaient pris pour cibles dans des émeutes au Sénégal. En novembre 2021, il y a deux ans quasi jour pour jour, une colonne militaire destinée à ravitailler l'opération Barkhane était bloquée par une foule hostile : d'abord au Burkina Faso puis au Niger, où l'armée française se dégageait en ouvrant le feu. Elle est accusée d'avoir tué trois personnes et mutilé une dizaine d'autres manifestants - un crime colonial qu'elle nie comme tant d'autres.

La Françafrique, enterrée tellement de fois

« La montée d'un sentiment « anti-français » n'a rien d'étonnant, écrivions-nous : il s'agit en somme

d'un sentiment anti-Françafrique. » Le putsch au Niger et le bras de fer diplomatique qui a suivi ont ravivé cette question lancinante du néocolonialisme français dans la région. Mais le président français ne se démonte pas : « le temps de la Françafrique est révolu, je vous le confirme », affirme-t-il dans une [interview fin août](#), après l'avoir dit en mars depuis le Gabon. Sa ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna lui emboîte le pas début septembre, [en assénant que](#) « la Françafrique est morte depuis longtemps ». D'innombrables commentateurs leur donnent raison, à commencer par l'historien Achille Mbembe, devenu depuis 2021 un zélé ambassadeur de la politique africaine d'Emmanuel Macron. A chaque fois, les formules sont efficaces et marquent les esprits : la Françafrique, terme qui paraît aussi poussiéreux aujourd'hui qu'il semblait encombrant par le passé, relève *a fortiori* de l'histoire ancienne. Mais alors pourquoi ressort-il sans cesse de sa boîte ?

Ironie du sort, c'est Gérard Araud, ex-ambassadeur de France auprès de l'ONU au moment notamment de deux interventions militaires emblématiques de la Françafrique sous Sarkozy, en Libye et en Côte d'Ivoire, qui alerte contre ce discours tautologique. Dans une [tribune publiée début août](#), il souligne l'importance de « cette Françafrique dont tout nouveau président annonce la fin dès son élection comme s'il ne se rendait pas compte que cette répétition rituelle prouvait qu'elle avait survécu à ses prédécesseurs et lui survivrait sans des mesures radicales qui ne sont jamais venues ».

Mais disons l'évidence, puisque c'est le faux procès auquel on s'expose : la Françafrique des années 2020 n'est pas le clone de celle des années 1960 ou des années 1990. Inutile donc d'insister sur les différences avec l'époque de l'ancien président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, à qui la paternité du mot est [d'ailleurs attribuée à tort](#). Ce qu'il convient de regarder, c'est ce qui s'est perpétué.

Certes, le néocolonialisme français est aujourd'hui bousculé par le regain de contestation populaire auquel on assiste, amplifié par les réseaux sociaux - et encouragé par des puissances concurrentes, ce qui n'a rien de nouveau. Il est évidemment inédit depuis soixante ans que la France connaisse simultanément un recul dans trois pays africains voisins, tel un large trou dans la carte habituelle de l'influence française. Mais ce que l'histoire franco-africaine nous montre(1), c'est qu'en réponse aux crises récurrentes de l'impérialisme français, des changements interviennent sporadiquement avec pour effet, justement, d'en préserver l'essentiel.

Reprendre la décolonisation

Ceux qui brandissent l'incapacité de Paris à faire rentrer dans le rang les putschistes nigériens comme nouvelle preuve irréfutable de la fin de la Françafrique oublient un peu trop vite que l'histoire a souvent emprunté des méandres. Ils se leurrent en pensant que la France a toujours maîtrisé parfaitement le cours des événements et en omettant que c'est justement face à des déconvenues qu'elle a régulièrement modifié sa politique africaine pour ne pas être pleinement poussée vers la sortie. Elle a particulièrement bien réussi à le faire au moment des indépendances, préemptées avant même d'être accordées. Elle a continué à le faire depuis par une succession de réformes. En dépit des événements des dernières semaines, le pouvoir macronien fait le pari que cette stratégie peut encore payer.

Bien que l'arrogance française ait servi de paratonnerre aux putschistes depuis fin juillet au Niger, la politique d'Emmanuel Macron donne encore à voir un puissant système d'influence, auquel contribuent des élites africaines et qui en bénéficient en retour - une constante depuis les prémices de la Françafrique. La France n'a jamais été un *deus ex machina* intervenant en déconnexion voire en contradiction avec l'ensemble des forces internes d'un pays ou d'une sous-région. Elle a toujours tenté de manœuvrer au mieux selon ses intérêts, grâce à des leviers de pouvoir dont la pérennité depuis soixante-cinq ans est en réalité sidérante : la présence militaire multiforme, le franc CFA, la

mal nommée « aide au développement », l'influence culturelle et linguistique, la fabrique d'une légitimité politique pour les dirigeants alliés... Autant d'« outils [...] dorénavant désuets », selon Achille Mbembe, qui reconnaît tout de même ainsi, en creux, la perpétuation des principaux attributs de la puissance française en Afrique. « Le temps est peut-être venu de s'en débarrasser, et en bon ordre », suggère-t-il : chiche !

Plutôt que de focaliser l'attention sur des réformes minimalistes, comme la mutation du franc CFA d'Afrique de l'Ouest fin 2019 ou l'annonce en février dernier de l'évolution des bases militaires permanentes, il est temps de s'attaquer à l'armature institutionnelle et culturelle du colonialisme français. C'est devenu une évidence : il nous faut sortir du processus de décolonisation de l'ornière dans laquelle il a été poussé au moment des indépendances africaines. Mener à bien ce processus sera long, mais deux étapes minimales sont d'ores et déjà évidentes : Paris doit annoncer un agenda de retrait militaire complet (bases, opérations extérieures, coopérants détachés) et de sortie française inconditionnelle du franc CFA.

(1) Voir T. Borrel, B. Collombat, A. Boukari-Yabara, T. Deltombe (Dir.), Une histoire de la Françafrique. L'Empire qui ne veut pas mourir, Points Histoire, 2023.

Signataires :

Boubacar Boris Diop, écrivain, Sénégal ;

Patrice Garesio, co-président de Survie, France ;

Demba Karyom Kamadji, syndicaliste, Tchad ;

Eric Kinda, Porte-parole du Balai citoyen, Burkina Faso ;

Younous Mahadjir, syndicaliste, Tchad

Issa Ndiaye, universitaire et ancien ministre, président du Forum civique Mali,

Jacques Ngarassal Saham, Coordinateur de Tournons la Page-Tchad ;

Ndongo Samba Sylla, économiste, Sénégal

P.-S.

• Les invités de Mediapart. 21 NOVEMBRE 2023 :
<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/211123/il-nous-faut-sortir-le-processus-de-de-colonisation-de-l-orniere>

Les invités de Mediapart

Dans cet espace, retrouvez les tribunes collectives sélectionnées par la rédaction du Club de Mediapart.